



Assemblée générale

Distr. générale
2 juillet 2002
Français
Original: espagnol

Cinquante-septième session

Point 110 de la liste préliminaire*

Droit des peuples à l'autodétermination

Utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre à l'Assemblée générale le rapport que celle-ci, dans sa résolution 56/232 du 24 décembre 2001, a demandé au Rapporteur spécial chargé d'examiner la question de l'utilisation de mercenaires, M. Enrique Bernales Ballesteros (Pérou).

Résumé

Dans le présent rapport, le Rapporteur spécial fait le point sur les activités entreprises et l'échange de correspondance intervenu depuis le début de 2002. Il appelle l'attention sur la deuxième réunion d'experts chargés des questions liées aux mercenaires, qui s'est tenue du 13 au 17 mai 2002 à Genève sous les auspices du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Il examine ensuite la situation du continent africain sous l'angle des activités des mercenaires et salue les progrès que représentent l'accord de cessez-le-feu signé le 5 avril 2002 en Angola par le chef d'état-major des forces armées angolaises, et le chef d'état-major de l'UNITA et les élections présidentielles et législatives qui se sont déroulées le 14 mai 2002 en Sierra Leone.

Le Rapporteur spécial estime préoccupants la poursuite de la guerre en République démocratique du Congo et les massacres commis à Kisangani en mai 2002; les affrontements armés qui se sont récemment produits à Brazzaville (République du Congo); les accusations formulées par le Gouvernement de la

* A/57/50/Rev.1.



Guinée équatoriale au sujet du recrutement de mercenaires et le recrutement récent de mercenaires en vue d'une intervention à Madagascar.

La partie principale du rapport est consacrée aux visites officielles que le Rapporteur spécial a effectuées en El Salvador et au Panama. Le Rapporteur spécial remercie les gouvernements de ces pays de la coopération pleine et entière et de la transparence dont ils ont fait preuve, et qui ont contribué au succès de sa mission. Dans le cadre de ces visites, il s'est entretenu avec les autorités exécutives et judiciaires sur les points suivants : la Convention internationale de 1989 contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires; la définition du terme « mercenaire »; les rapports entre les activités de mercenaires et le terrorisme. Le Rapporteur spécial fait également état des entretiens qu'il a eus en privé au Panama avec quatre détenus accusés d'avoir tenté d'assassiner en novembre 2000 le chef de l'État de la République de Cuba en visite dans ce pays et qui sont soupçonnés d'avoir participé en 1997 au recrutement de mercenaires chargés de placer des explosifs dans des lieux touristiques à La Havane.

En dernier lieu, il est précisé dans le rapport que le Costa Rica, le Mali et la Belgique ont récemment déposé leurs instruments d'adhésion à la Convention internationale de 1989, ce qui porte à 24 le nombre d'États parties à cette Convention, qui est entrée en vigueur le 20 octobre 2001.

**Rapport sur la question de l'utilisation de mercenaires
comme moyen de violer les droits de l'homme
et d'empêcher l'exercice du droit des peuples
à l'autodétermination, présenté par le Rapporteur spécial de
la Commission des droits de l'homme**

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–11	4
II. Activités du Rapporteur spécial	12–19	5
A. Déroulement du programme d'activité	12–13	5
B. Correspondance	14–19	5
III. Deuxième réunion d'experts	20–23	8
IV. Activités mercenaires en Afrique	24–33	8
V. Missions en El Salvador et à Panama	34–57	10
A. Rapport sur les missions	34–53	10
B. Analyse	54–57	12
VI. État actuel de la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires	58–60	13
VII. Conclusions	61–65	14
VIII. Recommandations	66–70	14

I. Introduction

1. À sa cinquante-sixième session, l'Assemblée générale a adopté, le 24 décembre 2001, la résolution 56/232. Elle y réaffirme notamment que le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires préoccupent gravement tous les États et sont contraires aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies.

2. L'Assemblée générale a décidé d'examiner, à sa cinquante-septième session, la question de l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination. Dans la résolution 56/232, elle prie le Rapporteur spécial de lui présenter à ladite session, avec des recommandations précises, ses constatations sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de faire obstacle à l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination. Elle le prie également de continuer à prendre en considération, dans l'exercice de son mandat, le fait que des mercenaires sont toujours à l'oeuvre dans de nombreuses régions du monde et qu'ils poursuivent leurs activités sous des formes et selon des modalités nouvelles. Elle le prie par ailleurs de proposer une définition plus claire du terme « mercenaire », incluant un critère de nationalité précis, en s'appuyant sur ses constatations, les propositions présentées par les États et les conclusions des réunions d'experts, et de faire des suggestions concernant la procédure qui devrait être suivie pour que la nouvelle définition soit internationalement adoptée.

3. L'Assemblée générale demande instamment à tous les États de faire preuve d'une extrême vigilance face à la menace que constituent les activités de mercenaires et de prendre les mesures nécessaires pour s'en protéger, et de prendre les mesures législatives voulues pour empêcher que leur territoire et les autres territoires relevant de leur juridiction, de même que leurs nationaux, ne soient utilisés aux fins de recruter, de rassembler, de financer, d'entraîner et de faire transiter des mercenaires en vue d'activités visant à empêcher des peuples d'exercer leur droit à l'autodétermination, à déstabiliser ou à renverser le gouvernement d'un État, ou à porter atteinte, totalement ou en partie, à l'intégrité territoriale ou à l'unité politique d'États souverains et indépendants dont le comportement est conforme au droit des peuples à l'autodétermination. Elle invite également les

États à enquêter sur l'implication éventuelle de mercenaires dans des actes criminels relevant du terrorisme chaque fois qu'il s'en produit et où qu'ils se produisent et à en traduire les auteurs en justice ou à envisager de les extraditer si on le leur demande, conformément aux dispositions du droit interne et des traités bilatéraux ou internationaux applicables.

4. L'Assemblée générale note avec satisfaction que la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires (résolution 44/34, annexe) est récemment entrée en vigueur, et demande à tous les États qui ne l'ont pas encore fait d'envisager de prendre les dispositions voulues pour la signer ou la ratifier sans tarder. Elle note également avec satisfaction que certains États ont adopté des lois pour limiter le recrutement, le rassemblement, le financement, l'instruction et le transit de mercenaires. En outre, elle note avec satisfaction la coopération dont ont fait preuve les pays dans lesquels s'est rendu le Rapporteur spécial.

5. L'Assemblée générale prie le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme d'organiser, avant la cinquante-neuvième session de la Commission des droits de l'homme, une deuxième réunion d'experts, conformément à sa résolution 54/151 du 17 décembre 1999, pour continuer à analyser et à mettre à jour la législation internationale en vigueur et faire des recommandations sur une définition juridique plus claire du terme « mercenaire », qui permettrait de prévenir et de réprimer plus efficacement les activités des mercenaires. Elle prie également le Haut Commissariat de s'employer sans tarder à faire largement connaître les effets néfastes des activités des mercenaires sur l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination et, si besoin est, de fournir, sur leur demande, des services consultatifs aux États victimes d'activités de mercenaires.

6. À cet égard, le Rapporteur spécial tient à faire savoir que la deuxième réunion d'experts a eu lieu à Genève du 13 au 17 mai 2002 (voir *infra*, chap. III). La première réunion d'experts s'était déroulée du 29 janvier au 2 février 2001, également à Genève. Le rapport du Haut Commissaire aux droits de l'homme sur les résultats de cette réunion sera présenté à la Commission des droits de l'homme à sa cinquante-neuvième session.

7. Le Rapporteur spécial appelle l'attention sur le fait que le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a achevé l'établissement d'un document d'information sur les effets néfastes des activités mercenaires sur le droit à l'autodétermination et l'a publié sous forme de fiche d'information sur les droits de l'homme (fiche No 28).

8. Le 12 avril 2002, à sa cinquante-huitième session, la Commission des droits de l'homme a adopté la résolution 2002/5. Elle y réaffirme notamment que l'utilisation, le recrutement, le financement et l'instruction de mercenaires sont des motifs de grave préoccupation pour tous les États et sont contraires aux buts et principes consacrés dans la Charte des Nations Unies. Elle considère que les conflits armés, le terrorisme, le trafic d'armes et les opérations clandestines par une tierce puissance, notamment, encouragent la demande en mercenaires sur le marché mondial. Elle demande à tous les États qui ne l'ont pas encore fait d'envisager de prendre les dispositions voulues pour signer ou ratifier la Convention internationale et les invite à enquêter sur l'implication éventuelle de mercenaires chaque fois que des actes criminels relevant du terrorisme se produisent, où que ce soit.

9. La Commission des droits de l'homme note avec satisfaction que la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires est entrée en vigueur et se félicite des efforts entrepris par le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme au titre des préparatifs de la deuxième réunion d'experts sur les formes traditionnelles et nouvelles de l'emploi de mercenaires. Elle prie le Rapporteur spécial de consulter les États et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales au sujet de l'application de la résolution, et de lui présenter, à sa cinquante-neuvième session, avec des recommandations précises, ses constatations sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de faire obstacle à l'exercice du droit à l'autodétermination.

10. Il convient de souligner que la Commission prie le Rapporteur spécial de continuer de prendre en considération, dans l'exercice de son mandat, le fait que les mercenaires continuent de mener leurs activités dans de nombreuses régions du monde et ce, sous des formes et selon des modalités nouvelles. Elle prie également le Haut Commissaire de prêter au Rapporteur spécial tout le soutien et le concours

nécessaires pour l'accomplissement de son mandat, en favorisant notamment la coopération entre le Rapporteur spécial et les autres composantes du système des Nations Unies qui oeuvrent à contrecarrer les activités ayant un lien avec les mercenaires. Elle demande par ailleurs au Haut Commissariat, si besoin est, de fournir, sur leur demande, des services consultatifs aux États qui seraient victimes des activités de mercenaires.

11. C'est dans ce contexte, et en application des dispositions de la résolution 56/232 de l'Assemblée générale, que le Rapporteur spécial a l'honneur de soumettre le présent rapport à l'Assemblée afin qu'elle l'examine à sa cinquante-septième session.

II. Activités du Rapporteur spécial

A. Déroulement du programme d'activité

12. Le Rapporteur spécial s'est rendu trois fois à Genève : du 25 au 29 mars 2002, pour participer à la cinquante-huitième session de la Commission des droits de l'homme; du 13 au 17 mai 2002, pour participer à la deuxième réunion d'experts consacrée à la question des mercenaires; du 24 au 28 juin 2002, pour présider la nouvelle réunion des rapporteurs, représentants spéciaux, experts indépendants et présidents des groupes de travail de la Commission des droits de l'homme. Pendant son séjour à Genève, le Rapporteur spécial a tenu des consultations avec des représentants de divers États et s'est entretenu avec des membres d'organisations non gouvernementales. Il a également eu des réunions de travail avec la Section des mécanismes thématiques du Service des activités et programmes du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

13. Du 5 au 8 mai 2002, le Rapporteur spécial s'est rendu en mission officielle en El Salvador à l'invitation du Gouvernement. Il s'est également rendu en mission officielle au Panama du 8 au 10 mai 2002 à l'invitation des autorités du pays. On trouvera le compte rendu de ces visites au chapitre V du présent rapport.

B. Correspondance

14. Pour donner suite à la résolution 56/232 de l'Assemblée générale et à la résolution 2002/3 de la

Commission des droits de l'homme, le Rapporteur spécial a envoyé le 2 mai 2002 une note à tous les États Membres de l'Organisation les priant de le renseigner sur : a) les activités mercenaires qui pourraient avoir été menées récemment (recrutement, financement, instruction, rassemblement, transit ou emploi de mercenaires); b) la participation éventuelle, en qualité de mercenaires, de certains de leurs nationaux à des actes attentatoires à la souveraineté d'autres États ou à l'exercice du droit à l'autodétermination d'autres peuples et aux droits de l'homme; c) l'existence éventuelle d'activités mercenaires organisées sur le territoire d'un autre État contre le leur; d) la participation éventuelle de mercenaires à des actes considérés comme des violations du droit international tels qu'attentats terroristes, constitution d'escadrons de la mort et d'organisations paramilitaires et soutien à ce genre d'organisations, traite et enlèvement de personnes, trafic de stupéfiants, trafic d'armes et contrebande; e) les dispositions de leur législation interne et des instruments internationaux auxquels ils sont parties qui répriment les activités des mercenaires; f) les moyens qui, à leur avis, pourraient contribuer au traitement international de la question de l'interdiction de l'utilisation de mercenaires, notamment des propositions pour une définition plus claire du mercenaire; g) les sociétés privées de services de sécurité et de conseil et d'instruction militaire et les rapports entre mercenariat et terrorisme, en donnant leur avis sur ce sujet.

15. Par une note verbale datée du 22 mai 2002, la Mission permanente de l'État du Koweït auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a déclaré ce qui suit :

« L'État du Koweït continue de condamner avec la même inébranlable fermeté l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination, qui constitue une violation flagrante des normes régissant les relations entre les États et les peuples, des principes des droits de l'homme et des nobles valeurs si fermement ancrées dans la conscience humaine.

En tant que membre de la communauté internationale, le Koweït fonde ses politiques sur le principe du respect de l'indépendance et de l'intégrité territoriale des États. Il condamne donc l'emploi, l'instruction et le financement de

mercenaires et, fort de cette position stricte et inébranlable, n'a jamais permis ni ne permettra jamais que de telles activités aient lieu sur son territoire; il n'appuie pas davantage les activités de mercenaires de quelque type que ce soit menées dans un autre État, quel qu'il soit.

Le Koweït n'a promulgué aucune mesure législative visant à garantir que son territoire ne servira pas de base au recrutement, au financement et à l'instruction de mercenaires, car il n'a pas connu le phénomène du mercenariat et n'a jamais abrité ce type d'activités au cours de sa longue histoire. En revanche il a ratifié les quatre Conventions de Genève de 1949 pour la protection des victimes de la guerre par un décret promulgué par l'Émir le 12 août 1967, et les deux Protocoles additionnels, par un décret promulgué par l'Émir le 3 décembre 1984, tous ces instruments faisant désormais partie de sa législation nationale. Chacun sait que le Protocole additionnel I dispose qu'un mercenaire n'a pas droit au statut de combattant ou de prisonnier de guerre et qu'il n'a pas le droit non plus de bénéficier des effets juridiques de ce statut. »

16. Le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Malawi auprès de l'Organisation des Nations Unies, le colonel John D. Msonthi, a fait savoir ce qui suit au Rapporteur spécial, par une lettre datée du 30 mai 2002 :

« Nous avons l'honneur de vous informer que la Commission des droits de l'homme du Malawi ne possède aucune information relative à des activités de mercenaires au Malawi. La Commission n'a reçu aucune indication ou renseignement attestant la présence de mercenaires sur son territoire et croit savoir que le Malawi ne possède pas de législation nationale sur les mercenaires.

Nous regrettons de ne pas pouvoir vous aider à établir les rapports destinés à l'Assemblée générale et à la Commission des droits de l'homme qui vous ont été demandés. »

17. Par une lettre adressée au Rapporteur spécial le 10 juin 2002, le Représentant permanent du Guatemala auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, l'Ambassadeur Antonio Arenales Forno, a transmis le rapport de l'État du Guatemala, établi par le Ministère

de la défense nationale de ce pays, pour lui faire savoir ce qui suit :

« Rien n'indique que des éléments de l'armée du Guatemala se soient jamais livrés au mercenariat.

Le Guatemala ne possède ni information ni indications mettant en évidence des activités analogues à celles mentionnées dans les rangs de l'armée du Guatemala.

En vertu de l'article 149 de la Constitution politique de la République :

'Le Guatemala régira ses relations avec les autres États conformément aux principes, règles et pratiques internationaux afin de contribuer au maintien de la paix et de la liberté, au respect et à la défense des droits de l'homme, au renforcement des processus démocratiques et des institutions internationales qui garantissent des avantages mutuels et équitables entre États.

Article 46. Primauté du droit international. Le principe général qui s'applique veut qu'en matière de droits de l'homme, les traités et conventions acceptés et ratifiés par le Guatemala ont priorité sur le droit interne.

Article 244. Constitution, organisation et buts de l'armée. L'armée du Guatemala est une institution destinée à sauvegarder l'indépendance, la souveraineté et l'honneur du Guatemala ainsi que l'intégrité de son territoire et la paix et la sécurité intérieures et extérieures.

C'est un corps indivisible, professionnel pour l'essentiel, apolitique, tenu à l'obéissance et non délibérant qui comprend des composantes terrestre, aérienne et maritime.

Article 245. Interdiction des groupes armés illégaux. Sont passibles de sanctions la constitution et l'exploitation de groupes armés contrevenant aux lois et règlements de la République.

Article 247. Conditions à remplir pour être officier de l'armée. Pour être officier de l'armée du Guatemala, il faut être de souche

guatémaltèque et n'avoir jamais adopté de nationalité étrangère.'

L'armée du Guatemala est consciente de la grande importance que revêt l'interdiction de l'utilisation de mercenaires dans les conflits armés, appuie sans réserve les instruments relatifs aux droits de l'homme, dans lesquels l'Organisation des Nations Unies dénonce les pratiques liées à l'utilisation de mercenaires et insiste pour que se poursuivent les efforts en faveur de consensus sur la réglementation internationale et nationale, afin de combler progressivement les vides juridiques qui, à ce stade, facilitent l'emploi de mercenaires et leur prolifération.

Les autorités guatémaltèques ne connaissent pas d'exemple d'entreprises qui offrent leurs services à des gouvernements pour intervenir dans des conflits armés à caractère interne, avec le concours de soldats de métier, afin de renforcer l'efficacité militaire des forces gouvernementales.

Le terrorisme est également assimilé à une activité criminelle à laquelle participent des mercenaires qui, pour de l'argent, bafouent les principes les plus élémentaires du respect de la vie humaine, de l'ordre juridique d'un pays et de sa sécurité. »

18. Par une note verbale datée du 21 juin 2002, la Mission permanente de la République de Moldova auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a indiqué que ce pays ne disposait pas d'informations sur l'éventuelle participation de certains de ses nationaux à des activités de mercenaires.

19. Par une lettre datée du 23 mai 2002, Mme Cheryl J. Sim, Conseillère pour les questions politiques de la Mission permanente des États-Unis d'Amérique auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, a informé le Rapporteur spécial que son gouvernement lui renouvelait son invitation à se rendre dans son pays et proposait que la visite ait lieu à la fin du mois de janvier 2003. Le Rapporteur spécial remercie de nouveau les États-Unis de leur invitation et espère pouvoir y répondre aux dates suggérées. Cette visite lui permettra de dialoguer avec les autorités gouvernementales et avec des représentants des milieux universitaires et non gouvernementaux des États-Unis sur les rapports entre mercenaires et terrorisme, entre activités mercenaires et trafic d'êtres

humains, d'armes et de drogues ainsi que sur l'utilisation de mercenaires par des associations d'exilés déterminées à renverser le gouvernement de leur pays.

III. Deuxième réunion d'experts

20. Conformément à la résolution 56/232 de l'Assemblée générale en date du 24 décembre 2001 et à la résolution 2002/5 de la Commission des droits de l'homme en date du 12 avril 2002, le Haut Commissariat aux droits de l'homme a organisé une deuxième réunion d'experts consacrée aux mercenaires, qui a permis d'examiner de manière approfondie les formes très diverses que prennent désormais les activités mercenaires et de contribuer à l'établissement d'une définition juridique actualisée du terme de mercenaire.

21. La réunion s'est tenue du 13 au 17 mai 2002 à Genève, avec la participation de neuf experts invités, de représentants des différentes régions géographiques et de divers systèmes juridiques et du Rapporteur spécial. Ces experts étaient les suivants : Chaloka Beyani (Zambie); Éric David (Belgique); Vojin Dimitrijevic (République fédérale de Yougoslavie); Silvia Fernández de Gurmendi (Argentine); Françoise Hampson (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord); Olga Miranda Bravo (Cuba); Arpad Prandler (Hongrie); I. A. Rehman (Pakistan); et Martin Schönteich (Afrique du Sud). Silvia Fernández de Gurmendi a assumé la présidence de la réunion et Chaloka Beyani a fait office de rapporteur.

22. Les débats ont porté sur l'évolution récente des activités mercenaires, le mandat du Rapporteur spécial, la criminalisation de l'activité mercenaire, la définition du terme mercenaire, la responsabilité des États eu égard aux activités mercenaires, les relations entre les activités mercenaires et le terrorisme et la réglementation des sociétés privées d'assistance et de conseil en matière militaire, et ils ont donné lieu à une analyse approfondie des législations belge et sud-africaine, ainsi que de l'article 47 du Protocole additionnel I se rapportant aux Conventions de Genève de 1949 et de la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires. Le rapport de la deuxième réunion d'experts sera soumis par le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme à la

Commission des droits de l'homme à sa cinquante-neuvième session.

23. La deuxième réunion d'experts, comme la première, a accordé une attention particulière à la définition du terme mercenaire : elle a tenu compte du cadre juridique de la question et de la difficulté de recenser les nombreux aspects du mercenariat. Faute de consensus, aucune nouvelle définition n'a été retenue mais des éléments nouveaux que le Rapporteur spécial analysera à l'issue de son étude sur la question ont été avancés.

IV. Activités mercenaires en Afrique

24. Quinze ans après la nomination du premier Rapporteur spécial chargé d'examiner la question de l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination dans de nombreux pays d'Afrique, la paix ne règne toujours pas. Un peu partout sur le continent, les conflits armés, ayant parfois des dimensions régionales, font des milliers de morts. Les mercenaires sont souvent associés à ces conflits comme combattants ou instructeurs ou comme parties aux innombrables trafics illicites qui ont lieu dans les zones touchées par les conflits armés.

25. En dépit d'événements positifs, tels que l'accord de cessez-le-feu récemment conclu en Angola ou la tenue d'élections présidentielles et législatives en Sierra Leone, la décomposition politique et sociale du continent, accompagnée de luttes armées, se poursuit. La constitution d'États-nations continue de se heurter à de graves difficultés, dont la grande instabilité de certains gouvernements et de sourdes luttes pour le contrôle de ressources naturelles et de gisements pétrolifères et minéraux d'une grande richesse. On se bat pour le contrôle de gisements diamantifères.

26. L'exercice du droit à l'autodétermination par les peuples africains est compromis par toute une série de conflits armés auxquels participent des mercenaires. Il en va de même pour la souveraineté de ces peuples sur leurs ressources naturelles et pour leur exploitation rationnelle de ces ressources.

27. Les premiers rapports du Rapporteur spécial avaient trait aux conflits armés qui remettaient en question l'exercice du droit à l'autodétermination des peuples africains. Actuellement, ces conflits paraissent tourner autour d'un autre problème, celui des

ressources naturelles en pétrole, en uranium, en magnésium, en bauxite et, plus particulièrement, en pierres précieuses et en diamants. La cupidité que suscitent ces ressources a pour effet de déstabiliser les gouvernements légitimes, d'armer et de financer les groupes de rebelles et d'exacerber les conflits internes, auxquels les entités qui contrôlent les marchés de pierres précieuses et, en particulier, de diamants, depuis l'Europe, ne sont pas étrangères.

28. Récemment, le chef du parti d'extrême droite sud-africain Die Volk, Johan Niemoller, qui est lié au sinistre escadron de la mort de l'époque de l'apartheid (le Civil Cooperation Bureau), a été condamné par le Tribunal de Krugersdorp à une peine d'emprisonnement de deux ans et à une amende de 100 000 rands pour avoir participé à un trafic illégal de diamants achetés à des membres de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) et vendus sur le marché d'Anvers pour une valeur de 1,1 million de rands. Il a été également établi qu'il fournissait l'UNITA en armements et participait au recrutement de mercenaires en Europe pour le compte de cette organisation. Dans son casier judiciaire figure également la participation à la tentative d'assassinat du Président de la South West Africa People's Organisation, Anton Lubowski.

29. Quarante-deux ans après son accession à l'indépendance, le Congo est le théâtre d'une guerre civile à laquelle d'autres États africains sont parties et qui absorbe 80 % de ses ressources. De terribles massacres ont été signalés en mars 2002 à l'est et au nord-est du pays. Les troupes angolaises, namibiennes et zimbabwéennes ont prêté main forte au Gouvernement du Président Joseph Kabila tandis que les troupes du Rwanda et de l'Ouganda ont appuyé les rebelles, dont le Front de libération du Congo et le Rassemblement congolais pour la démocratie. Le cessez-le-feu conclu en 1999 n'a cessé d'être violé. À la frontière avec l'Ouganda, des affrontements ethniques se poursuivent entre les Lundus et les Hemas, qui sont appuyés par les forces ougandaises. La présence de mercenaires en République démocratique du Congo n'est pas une nouveauté et date, comme chacun sait, de son accession à l'indépendance, que l'on a tenté d'empêcher à l'aide de mercenaires.

30. Au nord-est du Rwanda, 150 rebelles hutus ont trouvé la mort récemment dans des affrontements avec l'Armée patriotique rwandaise. En Guinée équatoriale, le Ministre de l'intérieur, Clemente Engonga Nguena,

et le Ministre porte-parole du Gouvernement, Antonio Fernando Nué Ngu, ont révélé le 21 mars 2002 que l'ancien Président du parlement et chef du parti Fuerza Demócrata Republicana, Felipe Ondo Obiang Alogo, et d'autres dirigeants politiques, avaient tenté de recruter des mercenaires dans le but de déstabiliser le pays.

31. Le Rapporteur spécial se doit de signaler comme un fait particulièrement positif pour la paix sur le continent la conclusion, le 5 avril 2002, d'un accord de cessez-le-feu en Angola entre le général Armando da Cruz Neto, chef des forces armées angolaises, et le chef de l'UNITA, Abreu Muengo. Cet accord reprend les mesures de paix, de reconstruction et de démocratisation de l'Angola prévues dans les Accords de Lusaka de 1994. Il prévoit notamment la tenue d'élections dans un délai maximum de deux ans, la réinsertion de 50 000 membres de l'UNITA et un plan d'aide d'urgence aux personnes déplacées. La guerre civile qui a ravagé l'Angola pendant 27 ans a fait 1 million de morts et 50 000 orphelins et est responsable de la mutilation de 100 000 personnes par des mines antipersonnel et du déplacement d'un tiers de la population, c'est-à-dire 4 millions de personnes.

32. On peut se féliciter également de la tenue, le 14 mai 2002, d'élections présidentielles et législatives en Sierra Leone, qui ont mis un point final à une cruelle guerre civile qui en 10 ans a fait des centaines de milliers de morts, blessés et mutilés.

33. Le Rapporteur spécial poursuit l'étude de la nature des conflits qui continuent à déchirer l'Afrique et propose une politique globale pour défendre le droit à la vie, l'intégrité de la personne humaine, la liberté et la sécurité des personnes et le respect de la souveraineté des États africains. Il s'inquiète des communications qu'il a reçues récemment selon lesquelles des mercenaires auraient été recrutés pour intervenir à Madagascar, qui traverse une grave crise politique dont le Rapporteur spécial espère qu'elle pourra être résolue grâce aux bons offices de l'ONU et de l'Organisation de l'unité africaine. Il s'inquiète également des affrontements armés qui se sont produits récemment à Brazzaville (République du Congo) entre les forces gouvernementales et les forces rebelles et ont fait plusieurs dizaines de morts. Enfin, on ne peut passer sous silence la situation dans l'Union des Comores, qui a été la proie de bandes de mercenaires tout au long de son histoire.

V. Missions en El Salvador et à Panama

A. Rapport sur les missions

34. Le Rapporteur spécial tient tout d'abord à exprimer sa gratitude aux Gouvernements d'El Salvador et de Panama de l'avoir invité à se rendre dans leur pays, dans le cadre de l'exécution de sa mission, et pour leur collaboration et leur transparence.

35. La mission officielle que le Rapporteur spécial a effectuée dans les pays susmentionnés lui a permis de poursuivre son enquête sur l'utilisation de territoires centraméricains pour le recrutement et l'entraînement de mercenaires qui auraient par la suite participé à des actes illicites criminels, tout particulièrement contre Cuba, ses dirigeants politiques, sa population et ses infrastructures.

36. Le Rapporteur spécial a reçu des informations selon lesquelles le territoire salvadorien avait été utilisé pour la planification d'attentats et pour le recrutement et l'entraînement de quelques-uns des auteurs matériels de ces attentats. Luis Clemente Faustino Posada Carriles, alias Ignacio Medina, alias Franco Rodríguez Mena, aurait recruté le citoyen salvadorien Otto René Rodríguez Llerena, auteur matériel de l'un des attentats commis à la Havane, en détention à Cuba.

37. La mission que le Rapporteur spécial a effectuée en El Salvador du 5 au 8 mai 2002 lui a permis de s'entretenir avec la Ministre des relations extérieures, le Dr. María Eugenia Brizuela de Ávila, le Ministre de l'intérieur, le Président de la Cour suprême de justice, le Procureur général de la République, le Procureur chargé de la défense des droits de l'homme, le Vice-Ministre de la défense nationale, le Vice-Ministre de la sécurité publique, le Directeur général de la police civile nationale et des représentants des Services de renseignement de l'État. Le Rapporteur spécial s'est également entretenu de questions humanitaires avec des membres des familles de Raúl Ernesto Cruz León et Otto René Rodríguez Llerena qu'il a rencontrés en prison lors de la mission qu'il a effectuée à Cuba, en septembre 1999.

38. Les missions que le Rapporteur spécial a effectuées en El Salvador et à Panama lui ont permis de procéder à des échanges de vues avec le pouvoir exécutif et les autorités judiciaires de ces deux pays,

notamment au sujet de la Convention internationale de 1989 contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires, de la définition du mercenaire et des liens entre le terrorisme et les activités mercenaires.

39. Le Rapporteur spécial a également reçu des informations relatives à l'obtention, par Luis Posada Carriles, d'un faux passeport salvadorien qui lui a permis de se rendre à Panama le 3 novembre 2000, dans l'intention présumée d'attenter contre la vie du Président des Conseils d'État et des Ministres de la République de Cuba, Fidel Castro, lors du dixième Sommet ibéro-américain des chefs d'État et de gouvernement, qui s'est tenu les 17 et 18 novembre 2000.

40. On rappellera que Posada Carriles a été accusé d'être l'auteur de l'explosion en plein vol, au-dessus de la Barbade, d'un avion de passagers de Cubana de Aviación, en 1976, attentat dans lequel 73 personnes ont perdu la vie. Posada Carriles a été un agent de la Central Intelligence Agency (CIA) et a collaboré avec l'opposition anticastriste jusqu'à son recrutement par la police vénézuélienne. Après l'attentat contre l'avion de Cubana de Aviación, il s'est tranquillement évadé d'une prison vénézuélienne. Plus tard, il est apparu impliqué dans des opérations d'appui et de livraison d'armes à la dénommée Contra nicaraguayenne, sous les ordres du colonel Oliver North. On affirme qu'il a résidé en El Salvador dès 1980 et qu'il a collaboré avec les services de renseignement du Gouvernement du Président Napoleón Duarte. On l'accuse également d'avoir organisé la campagne d'actions terroristes contre des installations touristiques de La Havane, en 1997, par l'intermédiaire de l'Américano-cubain Chávez Abarca.

41. Le Rapporteur spécial a demandé au Gouvernement salvadorien de lui fournir des informations complémentaires sur les éléments suivants : les antécédents et la présence de Posada Carriles en El Salvador; les propriétaires et les conditions d'acquisition des trois véhicules qu'il a utilisés dans le pays; les activités auxquelles il se livrait sur le territoire salvadorien; ses relations commerciales, sociales et politiques; et, éventuellement, les biens meubles et immeubles qu'il possédait dans le pays. Le Rapporteur spécial a également sollicité des informations sur l'identité et la situation juridique des personnes qui avaient aidé Posada Carriles à obtenir une fausse documentation

d'identité et sur les éléments que pouvaient révéler une analyse des mouvements migratoires de l'intéressé. D'après les informations communiquées au Rapporteur spécial, Posada Carriles aurait franchi les frontières du Salvador, dans un sens ou dans l'autre, plus de 50 fois entre 1990 et 2000.

42. Les informations que le Rapporteur spécial a recueillies lors de sa mission en El Salvador concernent essentiellement les délits présumés d'usage de faux, de fausse déclaration et d'usage de faux documents d'identité. En outre, au vu des documents recueillis, le Rapporteur spécial a demandé au Gouvernement salvadorien de lui fournir des informations sur les activités que Posada Carriles menait dans les pays et de lui indiquer si ces activités étaient légales ou non au regard de la législation salvadorienne et du droit international.

43. La mission du Rapporteur spécial à Panama s'est déroulée du 8 au 10 mai 2002. Le Rapporteur spécial s'est entretenu avec de hauts fonctionnaires du Ministère des relations extérieures, des magistrats du Deuxième Tribunal supérieur de justice (Segundo Tribunal Superior de Justicia) et des fonctionnaires du Bureau du Procureur général. Au siège de la Police nationale, dans la ville de Panama, il s'est entretenu avec les détenus Luis Posada Carriles et Pedro Crispín Remón Rodríguez. Puis, il s'est rendu dans la prison El Renacer où il s'est entretenu avec Gaspar Eugenio Jiménez Escobedo, alias Manuel Díaz, et Guillermo Novo Sampoll.

44. Les autorités panaméennes ont informé le Rapporteur spécial que Posada Carriles, alias Franco Rodríguez Mena, était entré dans le pays le 3 novembre 2000 en provenance du Costa Rica. Des procédures judiciaires avaient été engagées à l'encontre de l'intéressé et des trois autres détenus. Ces procédures avaient été engagées d'office pour les délits visés par les dispositions suivantes : l'article 5 de la loi 53 du 12 décembre 1995 (Possession d'explosifs); le chapitre I, titre VII du livre deux du Code pénal (Délits contre la sécurité publique entraînant un danger public); le chapitre III, titre VII du livre deux du Code pénal (Association illicite); et le chapitre I, titre VIII du livre deux du Code pénal (Falsification de documents publics). À la suite de décisions prises le 6 décembre 2000 et le 10 janvier 2001 par le ministère public du premier district judiciaire de Panama, les personnes susmentionnées s'étaient vu imposer une mesure de détention préventive.

45. Les autorités panaméennes ont également informé le Rapporteur spécial que le dossier instruit par le ministère public ne comportait aucun aveu de Posada Carriles quant à sa participation aux attentats terroristes perpétrés en 1997 à La Havane.

46. Lors de l'entretien qui s'est tenu au siège de la police nationale, dans la ville de Panama, Luis Posada Carriles a informé le Rapporteur spécial qu'il s'était rendu à Panama dans l'intention de protester pacifiquement contre la présence du Président Fidel Castro au dixième Sommet ibéro-américain et d'apporter un appui logistique à une désertion présumée du chef des Services de renseignement cubains, le général Delgado. Il a également indiqué que toute l'affaire avait été une supercherie montée par les Services de renseignement cubains dans le but de le faire venir à Panama, de le faire arrêter puis, éventuellement, de le faire extraditer à Cuba. Ni lui ni ses compagnons n'avaient planifié l'assassinat du Président Fidel Castro. Selon lui, un des éléments de cette construction avait été la tentative de les impliquer dans l'affaire des explosifs plastiques – 8 livres de matériel explosif plastique de type C-4 et 50 paquets contenant 32 livres d'explosif de type Semtex –, qui avaient été retrouvés enterrés dans le secteur de Mañanitas, aux abords de la ville.

47. Posada Carriles a indiqué qu'il ne connaissait pas Otto René Rodríguez Llerena. S'agissant de l'usage de faux documents d'identité et de faux passeports, il a expliqué qu'il s'agissait d'une nécessité dans la mesure où l'utilisation de son véritable nom reviendrait à mettre sa vie en danger. Ses différends avec le chef de l'État cubain remontaient aux années où tous deux étaient étudiants à l'Université de La Havane. Il avait émigré aux États-Unis d'Amérique où il avait travaillé pour le compte de la CIA. Il avait ensuite démissionné de la CIA et s'était rendu au Venezuela où il avait travaillé pour le compte de la police de ce pays. Il a déclaré qu'il avait été détenu pendant plusieurs mois sans inculpation, en rapport avec l'explosion de l'avion de Cubana de Aviación, et que, devant l'absence totale de preuves l'associant audit attentat, les gardiens de la prison l'avaient tout simplement laissé partir. Il a catégoriquement nié être un mercenaire et s'est défini comme un combattant anticastriste engagé dans une lutte politique et militaire visant à libérer son pays.

48. Interrogé sur les entretiens qu'il avait accordés en 1998 au journal *The New York Times* et à la chaîne Telenoticias de Miami, en Floride, et dans lesquels il

associait la Fundación Nacional Cubano-Americana au financement de la campagne d'attentats perpétrés dans des hôtels à La Havane, en 1997, il a répondu qu'il avait démenti ces informations et que *The New York Times* avait publié le rectificatif approprié, quoiqu'en petits caractères.

49. Pedro Remón Rodríguez a confirmé les dires de Posada Carriles. Il a ajouté qu'il s'était toujours méfié de la thèse de la désertion présumée du chef des Services de renseignement cubains, mais qu'il avait assumé son déplacement à Panama comme un risque calculé. Il ne s'agissait pas de la première fois qu'ils devaient appuyer la désertion d'une personnalité cubaine. Tout en rejetant le qualificatif de mercenaire, il a admis qu'il était disposé à engager des actions contre le Gouvernement cubain, mais en recourant seulement à des moyens politiques et militaires et non au terrorisme. Jamais il n'aurait participé à la mise en place d'un dispositif explosif destiné à provoquer la mort de personnes innocentes. Il a ajouté que, contrairement à une opinion répandue, les opposants au Gouvernement cubain vivaient à Miami une dure vie de travail et devaient faire face à d'importantes difficultés économiques.

50. Des propos similaires ont été tenus par Guillermo Novo Sampoll et Gaspar Jiménez Escobedo, que le Rapporteur spécial a rencontrés dans la prison El Renacer. Tous deux ont affirmé s'être rendus à Panama à la demande de Posada Carriles, pour aider le général cubain susmentionné à désertir. En réponse aux questions du Rapporteur spécial, ils ont affirmé qu'au moment de leur arrestation, ils n'avaient pas encore décidé de la manière dont ils feraient sortir la personnalité susmentionnée du pays. Une possibilité consistait à traverser la frontière terrestre avec le Costa Rica puis à embarquer le général cubain sur un avion à destination des États-Unis. Une autre option consistait à faire sortir le général de Panama directement en avion. Tous deux ont nié avoir participé à des actions terroristes, tout en admettant la possibilité de mener des actions militaires contre le Gouvernement cubain. Ils ont également affirmé qu'ils n'avaient rien à voir avec les explosifs et que l'on n'avait pas retrouvé les détonateurs de ces dispositifs. On n'avait par ailleurs retrouvé sur eux aucun plan des installations de l'Université de Panama où, selon les allégations, l'attentat devait être commis.

51. Posada Carriles et Novo Sampoll paraissaient souffrir de problèmes de santé plus ou moins graves

dont ils ont fait expressément état. Les quatre détenus paraissaient être bien traités du point de vue des conditions matérielles de leur détention. Ils se sont plaints de la lenteur de la procédure judiciaire et ont exprimé l'espoir d'être prochainement de retour à Miami.

52. Le Rapporteur spécial a demandé au Gouvernement panaméen de lui fournir des informations complémentaires, ainsi qu'une copie du rapport de police relatif à l'arrestation de ces personnes à l'hôtel Coral Suites, à l'est de la capitale, une copie du rapport de police relatif à la saisie des explosifs et une copie de la plainte ou de l'annonce du chef de l'État cubain ou de ses services de sécurité relative à la préparation d'un attentat contre sa personne. Le Rapporteur spécial souhaitait savoir si d'autres personnes étaient entrées dans le pays à des dates qui correspondaient aux faits reprochés aux quatre inculpés, quel rôle avaient éventuellement joué César Matamoros, le citoyen hondurien Carlos Vicente López Sánchez et le chauffeur engagé par Posada Carriles, le citoyen panaméen José Manuel Hurtado Viveros, et dans quelle mesure une cellule de personnes d'origine cubaine pouvait se trouver à Panama dans le but d'apporter un appui et une couverture aux détenus.

53. Il convient d'établir si l'on a écarté la possibilité que l'attentat présumé contre le Président Fidel Castro ait pu se produire dans un endroit autre que le grand amphithéâtre de l'Université de Panama ou l'autoroute menant à l'aéroport de Tocumen, où, comment et dans quelles circonstances le matériel explosif a été saisi, quelles autres personnes ont été arrêtées en relation avec cette affaire et quelle est leur situation juridique actuelle, comment et par qui le matériel susmentionné a été introduit dans le pays et si les détonateurs ont été retrouvés.

B. Analyse

54. Les visites en El Salvador et au Panama ont certes été fructueuses, mais en comparant les déclarations, en dépouillant les renseignements et en analysant l'information, le Rapporteur spécial a été amené à approfondir certains sujets et à demander des précisions sur des points restés obscurs aux autorités salvadoriennes et panaméennes. Tant que les réponses n'auront pas été reçues, le Rapporteur spécial estime n'être en mesure ni de procéder à une analyse fiable ni de formuler des conclusions définitives quant aux

plaintes concernant des activités de mercenaires dans les pays susmentionnés. De fait, les fonctionnaires rencontrés dans l'un et l'autre pays ont laissé trop de questions sans réponse : l'information obtenue est insuffisante et des explications s'imposent quant au laxisme dont ont bénéficié certaines personnes impliquées dans des actes illicites, ainsi que cela a été le cas pour Posada Carriles qui a pu aller et venir à sa guise pendant toutes les années où il a vécu en El Salvador.

55. En ce qui concerne les déclarations de Luis Posada Carriles, Pedro Remón Rodríguez, Guillermo Novo Sampoll et Gaspar Jiménez Escobedo, il va sans dire que les intéressés défendent leur point de vue, ce dont le Rapporteur spécial s'est attaché à rendre compte aussi objectivement que possible dans l'exposé consacré à la visite. À cet égard, le Rapporteur précise qu'aucune preuve matérielle n'étaye les affirmations des personnes interrogées.

56. Dans l'exercice de son mandat, le Rapporteur spécial vérifie actuellement les témoignages recueillis et entend analyser les documents que les autorités panaméennes et peut-être d'autres pays devraient lui faire parvenir. Toutefois, à première vue, il lui semble peu plausible que des spécialistes de la lutte politique et militaire contre un régime, ainsi que se présentent les personnes interrogées, se soient introduits sans plan préétabli sur le territoire d'un pays pour aider un haut responsable qui y était en visite à faire défection et à fuir. Les personnes interrogées ont en effet déclaré qu'elles n'avaient pas établi de plan pour organiser la disparition et la fuite du haut responsable en question et qu'elles ne disposaient ni de complices ni d'une infrastructure sur place. Venant d'individus ayant l'expérience que l'on sait et dont le passé de conspirateurs est avéré, la déclaration simpliste selon laquelle ils attendaient paisiblement à leur hôtel qu'on leur donne des consignes ne semble guère crédible et ne constitue pas un alibi très habile. Elle laisse plutôt à penser que ces personnes gardent par-devers elles certains éléments d'information et protègent d'autres personnes ou, pire encore, que les motifs qui les ont incitées à s'installer au Panama au moment où se tenait le dixième Sommet ibéro-américain étaient tout autres.

57. Par ailleurs, les individus interrogés ne semblent ni faire ni comprendre la distinction morale qui existe entre mener une lutte politique et militaire contre un régime, idée à laquelle ils souscrivent, et commettre des crimes contre des personnalités politiques qui font

l'objet de leur haine. La véhémence de leurs gestes et de leurs déclarations et leur passé de conspirateurs, qu'ils ne renient pas mais décrivent au contraire comme faisant partie intégrante de leur engagement en faveur de la libération de leur pays d'origine, peuvent laisser penser qu'ils adhèrent à la théorie du moindre mal, ou au principe selon lequel la fin (« en finir avec la dictature ») justifie les moyens. Ainsi qu'on le sait, l'une et l'autre théories se traduisent dans la pratique par des agissements délictueux, qui ne sont pas perçus comme tels par leurs auteurs puisqu'aux yeux de ceux-ci ils servent une cause légitime.

VI. État actuel de la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires

58. Adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 44/34 du 4 décembre 1989, la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires est entrée en vigueur le 20 octobre 2001, date à laquelle le vingt-deuxième instrument de ratification et d'adhésion a été déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation. Vingt-quatre États sont actuellement parties à la Convention. Le Costa Rica a déposé son instrument d'adhésion le 20 septembre 2001, le Mali le 12 avril 2002 et la Belgique le 31 mai 2002.

59. Malgré les réserves concernant la définition donnée dans le texte de l'article premier, le Rapporteur spécial estime que l'entrée en vigueur de cet instrument majeur qu'est la Convention ouvre la voie à des améliorations qui pourraient être apportées sous forme d'un protocole. Celui-ci pourrait être un début de réponse à des activités mercenaires d'apparition récente et encore impunies. La Convention favorise la coopération entre les États à des fins de prévention et permet de mieux qualifier les situations où interviennent des mercenaires, de déterminer clairement la juridiction dont relève chaque cas, de faciliter les procédures d'extradition et de poursuivre et de sanctionner au pénal les personnes coupables d'infractions.

60. Ainsi qu'il a été dit précédemment, les 24 États énumérés ci-après ont accompli les formalités par lesquelles ils se déclarent liés par les dispositions de la

Convention : Arabie saoudite, Azerbaïdjan, Barbade, Bélarus, Belgique, Cameroun, Chypre, Costa Rica, Croatie, Géorgie, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Maldives, Mali, Mauritanie, Ouzbékistan, Qatar, Sénégal, Seychelles, Suriname, Togo, Turkménistan, Ukraine et Uruguay. Neuf autres ont signé la Convention mais ne l'ont pas encore ratifiée. Il s'agit de l'Allemagne, de l'Angola, du Congo, du Maroc, du Nigéria, de la Pologne, de la République démocratique du Congo, de la Roumanie et de la Yougoslavie.

VII. Conclusions

61. Par sa résolution 56/232, l'Assemblée générale a de nouveau condamné les activités de mercenaires, considéré que les mercenaires intervenaient désormais dans les conflits armés, les actes de terrorisme, les trafics et les opérations occultes, et recommandé aux États Membres d'adopter les mesures voulues pour empêcher que leur territoire ne soit utilisé à des fins criminelles caractérisées par la présence de mercenaires. Par ailleurs, elle a prié le Rapporteur spécial d'approfondir l'examen de la question, en prenant en considération le fait que les mercenaires poursuivaient leurs activités sous des formes et selon des modalités nouvelles. Conformément au mandat reçu de l'Assemblée, le Rapporteur a engagé des consultations avec les États, les organisations intergouvernementales et les organisations non gouvernementales, en vue de s'informer et de proposer des mesures préventives qui contribuent à l'élimination des activités de mercenaires partout dans le monde. Il s'emploie également à formuler une nouvelle définition du terme « mercenaire ». À cet effet, il a sollicité l'avis des États et celui d'organisations et de spécialistes, et s'est inspiré de certaines des conclusions issues des travaux menés sur la question lors de la deuxième réunion d'experts consacrée aux mercenaires qui a eu lieu récemment.

62. Le cas de l'UNITA en Angola est l'un des exemples les plus flagrants de détournement des richesses africaines. Durant le long conflit qui les a opposées au Gouvernement angolais, les forces rebelles de l'UNITA ont accueilli un grand nombre de mercenaires dans leurs rangs. Passant outre à l'interdiction de l'Organisation des Nations Unies, l'UNITA a pillé les mines de diamants dans les territoires tombés sous son contrôle et écoulé le fruit

de ses rapines sur les places européennes, principalement Anvers, recourant pour ce faire à des mercenaires.

63. L'Afrique ne peut que se féliciter de la signature de l'accord de cessez-le-feu intervenu le 5 avril 2002 en Angola. Cet accord revitalise le processus de paix de Lusaka de 1994 et prévoit la tenue d'élections, la réinsertion dans la société des 50 000 membres de l'UNITA et un plan d'urgence à l'intention des déplacés. Il convient également d'appeler l'attention sur la tenue d'élections présidentielles et législatives en Sierra Leone, pays qui a été dévasté par une guerre civile longue et meurtrière à laquelle ont pris part des mercenaires.

64. Les visites effectuées par le Rapporteur spécial en El Salvador et au Panama ont permis à celui-ci de progresser dans son enquête relative à des activités qualifiées de mercenaires dans le cadre desquelles le territoire de ces pays aurait été utilisé et des nationaux recrutés à des fins criminelles. À supposer que la participation de personnes d'origine cubaine à des actes criminels, tels que l'homicide, ne puisse être établie, le fait que ces personnes aient affirmé que leur intention n'était pas de commettre un homicide mais d'organiser la défection et la fuite d'un dignitaire étranger les expose toutefois à des poursuites dans la mesure où elles se sont rendues coupables d'infractions réprimées tant par le droit panaméen que par le droit international.

65. Bien que l'analyse de l'information que ces visites ont permis de rassembler ne soit pas encore achevée, le Rapporteur spécial estime cependant que les déclarations recueillies auprès des personnes détenues au Panama sont peu convaincantes, font apparaître des contradictions au regard de l'enquête menée par les autorités judiciaires du pays et ne sont pas sous-tendues par des preuves suffisantes pour qu'on les estime fondées.

VIII. Recommandations

66. L'Assemblée générale est invitée à donner suite à sa condamnation des activités de mercenaires, quelle que soit la forme que celles-ci revêtent, et à faire connaître les nouvelles modalités de son action.

67. De même, il est recommandé de prendre en considération la participation de mercenaires à des actes de terrorisme dans les analyses, initiatives et résolutions des Nations Unies ayant trait à la lutte contre le terrorisme. Une attention semblable devrait être accordée à la question dans la législation des différents pays. Le Rapporteur spécial se propose de suivre l'évolution des dispositions législatives prises contre le terrorisme et coordonnera son action avec celle des mécanismes des Nations Unies chargés de la lutte contre ce fléau.

68. En outre, il y a lieu de prêter une attention particulière au problème que pose la participation des mercenaires au trafic d'armes, lequel alimente et prolonge les conflits armés. Les mercenaires mettent leur savoir-faire au service des trafiquants d'armes et contribuent, ce faisant, à intensifier les opérations illicites et à en accroître le volume. Il importe donc de poursuivre la mise au point d'instruments normatifs qui répriment efficacement le commerce illicite des armes et d'obtenir que les États prennent l'engagement politique de lutter effectivement contre ce trafic.

69. Il est recommandé d'encourager le Rapporteur spécial à poursuivre son enquête sur l'existence éventuelle de réseaux de mercenaires qui auraient opéré à partir du territoire de divers pays d'Amérique du Nord, d'Amérique centrale et des Caraïbes, en violation expresse des lois nationales et du droit international, aux fins de déstabiliser des gouvernements constitutionnels et notamment de nuire au Gouvernement cubain. Des activités de ce type sont contraires aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies. L'Assemblée générale doit donc réaffirmer l'importance qu'il y a à respecter les droits de l'homme dans leur intégralité et à défendre le droit des peuples à l'autodétermination et le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un État.

70. La Convention internationale de 1989 contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires étant entrée en vigueur, il est recommandé que l'Assemblée générale invite de nouveau les États qui ne l'ont pas encore fait à ratifier ou à adhérer à cet instrument; il est en outre recommandé qu'elle invite les États Membres à harmoniser leur législation nationale avec la Convention. Il conviendrait par ailleurs que

l'Assemblée crée un mécanisme chargé de veiller à l'application de la Convention.